



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

évacuation du campement de Grande-Synthe

Question au Gouvernement n° 1297

Texte de la question

ÉVACUATION DU CAMPEMENT DE GRANDE-SYNTHE

M. le président. La parole est à M. Stanislas Guerini, pour le groupe La République en marche.

M. Stanislas Guerini. Ma question s'adresse à monsieur le ministre de l'intérieur et j'y associe Jean-Noël Barrot qui est avec moi rapporteur spécial du budget de la mission « Immigration, asile et intégration ».

Monsieur le ministre, vous vous êtes rendu hier à Grande-Synthe, où les forces de l'ordre ont procédé à l'évacuation d'un important campement de personnes migrantes.

Ce sont près de 1 800 personnes qui ont été évacuées, 1 800 personnes dont des femmes et des enfants, qui vivaient là, parfois depuis des mois, dans des conditions absolument insupportables, 1 800 victimes des filières et des réseaux de passeurs, 1 800 victimes de la misère et de l'exil.

Il faut le dire, ces situations ne sont pas dignes de notre pays. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.*) Cette évacuation était donc indispensable. Elle reflète bien la position défendue par la France, une position de fermeté et d'humanité : fermeté, car les personnes déboutées ont été placées en centre de rétention administrative ; humanité, car nous mettons plus de moyens pour accueillir les demandeurs d'asile dignement dans notre pays.

Loin des postures, loin des impostures de la coalition des extrêmes en Europe, ce Gouvernement, cette majorité ne s'agitent pas, ils agissent. Nous nous donnons les moyens de notre action puisque le budget de l'immigration, après avoir augmenté de 26 % l'année dernière, augmentera à nouveau de 23 % cette année. (*Exclamations sur les bancs du groupe LR.*)

Oui, dans une Europe qui cède parfois à la tentation du repli nationaliste, nous nous tenons droit, fidèles à nos valeurs et nous disons que la coalition des progressistes saura faire face à celle des nationalistes ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Fabien Di Filippo. Vous allez tuer l'Europe !

M. Stanislas Guerini. Alors, monsieur le ministre, pouvez-vous détailler les moyens que le Gouvernement entend mobiliser pour lutter contre les filières d'immigration clandestine dans notre pays ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

M. Thibault Bazin. Le laxisme en marche !

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Christophe Castaner, ministre de l'intérieur. Monsieur le député Stanislas Guerini, hier, les forces de l'ordre, accompagnées de représentants de l'OFII, l'Office français de l'immigration et de l'intégration, de la Protection civile et de l'ensemble des élus de ce territoire...

M. Christian Hutin. Pas le député !

M. Christophe Castaner, ministre. ...que j'ai rencontrés sur place – ont procédé à l'évacuation de ce camp.

Il accueillait 1 246 personnes, qui ont fait l'objet d'une procédure d'encadrement et de raccompagnement : 406 membres de familles, neuf mineurs non accompagnés, 93 ont fait l'objet d'une orientation directe vers les centres judiciaires car en situation irrégulière.

J'ai salué l'ensemble de celles et ceux qui se sont mobilisés. Je pense, évidemment, aux policiers, aux gendarmes, aux sapeurs-pompiers, à la Protection civile...

Mme Valérie Rabault. Et au député ?

M. Christophe Castaner, ministre. ...à l'agence de l'OFII.

M. Christian Hutin. Et le député, on l'a oublié ?

M. Christophe Castaner, ministre. J'ai bien entendu invité les parlementaires dès le début de l'intervention.

M. Christian Hutin. À dix-heures trente-huit du matin !

M. Christophe Castaner, ministre. Calmez-vous, monsieur le député ! Il a été décidé de procéder à l'intervention hier matin et je vous en ai immédiatement informé, ce qui m'a semblé tout à fait nécessaire.

M. Christian Hutin. J'étais ici !

M. Christophe Castaner, ministre. Monsieur le député, si vous n'avez pas été invité à l'instant t, c'est en raison des conditions de sécurité pour nos agents. Je sais pouvoir compter sur votre soutien.

Nous avons mobilisé l'ensemble des forces de l'OFII pour que l'instruction des dossiers – y compris pour les demandeurs d'asile qui pourraient bénéficier de ce statut – se fasse dans les meilleures conditions.

De même, l'ensemble des familles et les mineurs non accompagnés ont été encadrés de façon spécifique. Je remercie le Conseil départemental du Nord pour sa mobilisation.

Maintenant, ce qui compte pour nous, c'est de faire en sorte que celles et ceux qui peuvent bénéficier du statut de réfugié soient accompagnés, que ceux qui n'ont pas vocation à rester en France n'y restent pas et, enfin, qu'aucune reconstitution d'un camp aussi inhumain, comme vous l'avez dit, ne soit possible sur ce site, au sein de la commune de Grande-Synthe. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Stanislas Guerini](#)

Circonscription : Paris (3^e circonscription) - La République en Marche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1297

Rubrique : Immigration

Ministère interrogé : Intérieur
Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [25 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 octobre 2018](#)